



Assemblée générale

Distr. générale
22 juin 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingtième session

Points 2 et 6 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétariat général

Examen périodique universel

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel *

* Soumission tardive.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1-3	3
A. Présentation du rapport	1	3
B. Création du Fonds	2-3	3
II. Mandat du Fonds.....	4-10	3
A. Déplacements aux réunions.....	5-8	3
B. Briefings pré-session pour aider les États à préparer l'examen	9-10	4
III. Situation financière du Fonds	11-13	4
IV. Activités	14-16	6
A. Déplacements aux réunions.....	14-16	6
B. Activités de formation	17-22	7
V. Conclusions	23-26	8
<i>Annexe</i>		
Aperçu des dépenses pour les activités individuelles de formation par année.....		10
<i>Tableaux</i>		
1. État des recettes et des dépenses pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2011		5
2. Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel, contributions volontaires au 31 décembre 2011		6
3. Frais de déplacements des représentants de gouvernements aux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et à la plénière du Conseil des droits de l'homme.....		7
<i>Figure</i>		
Demandes d'assistance par région.....		7

I. Introduction

A. Présentation du rapport

1. Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 16/22 et à la décision 17/119 du Conseil des droits de l'homme, dans lesquelles le Conseil a demandé au secrétariat de lui fournir par écrit des renseignements à jour sur le fonctionnement du Fonds de contributions volontaires et sur les ressources qui lui sont allouées. Le présent rapport donne un aperçu sur les activités financées, ainsi que sur les contributions reçues et les dépenses engagées, sur la base du mandat du Fonds. Étant donné que le présent rapport est le premier du genre préparé par le secrétariat, les informations y sont fournies rétroactivement à la création du Fonds, en 2008.

B. Création du Fonds

2. Le Conseil des droits de l'homme a appelé, dans sa résolution 5/1, à la création d'un fonds de contributions volontaires pour faciliter la participation des pays en développement, notamment les pays les moins développés, au mécanisme d'Examen périodique universel. A sa sixième session, le Conseil a adopté la résolution 6/17 dans laquelle il réitérait sa demande au Secrétaire général de créer, entre autres, ce fonds, et a demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) de prendre les mesures nécessaires pour mettre rapidement en œuvre ce mécanisme et exhorté l'ensemble des États membres, des observateurs et autres parties prenantes à appuyer sa mise en œuvre.

3. Ses termes de référence ayant été approuvés, le Fonds a entamé ses activités en tant que fonds de contributions volontaires administré par le Secrétaire général, par l'intermédiaire du HCDC. Étant donné la nature du Fonds et des activités qu'il est appelé à soutenir, il n'a pas été jugé nécessaire de créer un conseil d'administration.

II. Mandat du Fonds

4. Le Fonds peut recevoir des contributions volontaires d'États, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales ou d'institutions privées et d'individus. Les pays en développement, notamment les pays les moins développés, qui sont des États membres des Nations Unies peuvent demander une assistance financière.

A. Déplacements aux réunions

5. Le Fonds a été créé dans le but de fournir un soutien financier, entre autres, pour:

a) Les déplacements des représentants officiels des pays en développement, notamment les pays les moins développés, à Genève pour présenter le rapport national, participer au dialogue interactif qui suit et prendre part à l'adoption du rapport lors des sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel durant lesquelles leur pays est examiné;

b) Les déplacements des représentants officiels des pays en développement, notamment les pays les moins développés, qui sont membres du Conseil des droits de l'homme et qui ne disposent pas d'une représentation permanente à Genève, pour servir de rapporteurs (c'est à dire, membre de la "troïka").

6. Lors du premier cycle et en réponse à la demande de plusieurs États membres, les activités du Fonds ont été élargies pour inclure le financement de la participation des pays en développement, notamment les pays les moins développés, à la session plénière du Conseil des droits de l'homme durant laquelle le résultat de leur examen est adopté.

7. En vertu du mandat, l'assistance voyage est fournie suivant une procédure de paiement rétroactif. Le remboursement des frais de voyage pour assister aux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et aux sessions du Conseil des droits de l'homme est fait sur demande d'assistance financière de l'État concerné.

8. Conformément à la pratique établie des Nations Unies, des dispositions ont été prises pour que le Fonds finance un billet aller-retour en classe économique par délégation pour un représentant non résident à Genève, ainsi qu'une indemnité journalière de subsistance (IJS), au taux en vigueur à Genève au moment de la réunion. La confirmation de l'accord est donnée avec indication du coût maximum du billet à rembourser. Les règles et procédures des Nations Unies applicables aux voyages autorisés sont suivies et le remboursement n'est effectué qu'après la fin du voyage et la réception du bordereau de remboursement des frais de voyage accompagné des documents justificatifs. Le remboursement est effectué directement au profit du Gouvernement concerné, éventuellement par le biais de sa mission permanente à Genève ou à New York.

B. Séances d'information pour aider les États à se préparer à l'examen

9. Lors du premier cycle, un certain nombre de séances d'information sont organisées avant les sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Ces séances d'information servent à montrer aux États Membres comment préparer leur participation à l'Examen périodique universel, notamment l'organisation d'un processus de consultation nationale, la rédaction du rapport national et la participation aux dialogues interactifs dans le Groupe de travail et à la plénière du Conseil des droits de l'homme. Ces réunions d'information sont également consacrées aux politiques et procédures du Conseil et du Groupe de travail, ainsi que sur l'échange des bonnes pratiques et les enseignements tirés.

10. Le programme des réunions d'information comprenait une série de réunions en plénière et des discussions en sous-groupes. Les principales dispositions des résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme relatives à l'Examen périodique universel ont été présentées lors des réunions en plénière. Les réunions en sous-groupes ont permis des livrer des exposés et de tenir des discussions plus ciblées sur les principales caractéristiques du processus de l'Examen périodique universel, telles que la méthodologie pour la préparation du rapport national, notamment le processus de consultation, et le processus d'examen au niveau du Groupe de travail et de la plénière du Conseil. Les programmes ont été conçus pour assurer un équilibre entre les présentations générales et les segments spécifiques, tout en gardant à l'esprit que l'examen périodique universel est à la fois un processus global des droits de l'homme et un cycle.

III. Situation financière du Fonds

11. Les tableaux 1 et 2 montrent, respectivement, la situation financière détaillée du Fonds au 31 décembre 2011 (état des recettes et des dépenses), ainsi que l'état des contributions à la même date.

12. Depuis sa création, le Fonds a reçu des contributions financières de 13 pays. Le tableau 2 donne un aperçu de l'ensemble des contributions reçues.

13. La majorité des contributions proviennent d'un petit groupe de pays. Compte tenu de la nature universelle du mécanisme, tous les États Membres sont encouragés à apporter leur contribution, en fonction de leurs moyens. Entre 2008 et 2011, les activités ont été financées à partir des recettes des contributions volontaires annuelles et des montants non alloués reportés à partir des années précédentes. Comme le Fonds ne disposait pas de recettes régulières prévisibles, une partie importante de ses ressources a été conservée comme réserve pour les activités futures. L'absence de promesses régulières de dons explique l'approche prudente de décaissement et ce pour s'assurer notamment que des financements suffisants sont disponibles à tout moment pour les déplacements des délégations qui demandent une assistance financière.

Tableau 1. État des recettes et des dépenses pour la période 1er janvier 2008 - 31 décembre 2011 (en dollars des États-Unis)

	2008-2009	2010-2011	Total 2008-2011
	Réel	Réel	Réel
Recettes			
Contributions volontaires émanant de			
Gouvernements ^a	1.492.975	898.849	2.391.824
Recettes diverses	56.012	65.586	121.598
Total des recettes	1.548.987	964.435	2.513.422
Dépenses			
Dépenses de personnel	0	0	0
Honoraires et frais de voyage des experts et des consultants	0	0	0
Frais de voyage du personnel	46.818	102.100	148.918
Frais de voyage des représentants	126.214	256.680	382.894
Services contractuels	5.100	34.451	39.551
Frais généraux de fonctionnement	39.283	2.974	42.257
Fournitures et accessoires	0	0	0
Subventions, contributions et séminaires	8.199	225.192	233.391
Dépenses d'appui au programme	29.330	80.782	110.112
Total des dépenses	254.944	702.179	957.123
Excédent/(déficit) net pour la période	1.294.043	262.256	1.556.299
Solde d'ouverture	0	1.294.043	0
Divers ajustements/économies/remboursements aux donateurs			
	0	22.980	22.980
Solde total du fonds	1.294.043	1.579.279	1.579.279

^a Les contributions des exercices 2008-2009 comprennent celles de la Fédération de Russie, de l'Italie et de la Roumanie, versées en 2007 mais transférées au Fonds volontaire en 2008 (375.359 dollars E.-U.).

Tableau 2. Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel au 31 Décembre 2011(dollars E.-U.)

<i>Donateur</i>	<i>Total</i>		
	<i>2008-2009^a</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2011</i>
Autriche	157.729		157.729
Colombie		26.668	26.668
Danemark		359.002	359.002
Allemagne	418.410	246.609	665.019
Hongrie		6.570	6.570
Italie	422.852		422.852
Japon	200.000	200.000	400.000
Koweït		50.000	50.000
Roumanie	73.746		73.746
Fédération de Russie	100.000		100.000
Arabie Saoudite	25.000		25.000
Singapour		10.000	10.000
Suisse	95.238		95.238
Total	1.492.975	898.849	2.391.824

^a Les contributions des exercices 2008-2009 comprennent celles de la Fédération de Russie, de l'Italie et de la Roumanie, versées en 2007 mais transférées au Fonds volontaire en 2008 (375.359 dollars E.-U.).

IV. Activités

A. Déplacements aux réunions

14. Depuis la création du Fonds, 67 États¹ ont demandé une assistance financière pour se rendre aux sessions du Groupe de travail durant lesquelles ils faisaient l'objet d'examen. Sur ces 67 États, 30 faisaient partie des pays les moins développés. En outre, 10 États ont demandé une assistance financière pour se rendre à la session du Conseil des droits de l'homme pour l'adoption du résultat de leur examen. Étant donné que le Fonds n'a entamé ses activités qu'à partir de la deuxième session du Groupe de travail, les pays ayant fait l'objet d'un examen lors de la première session n'ont pas eu la possibilité de demander une assistance.

¹ 67 États Membres au total ont bénéficié d'un soutien financier du Fonds de contributions volontaires lors du premier cycle des examens périodiques universels: Angola, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Fidji, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Iles Marshall, Iles Salomon, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Kirghizistan, Lesotho, Liberia, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Namibie, Nauru, Nicaragua, Niger, Ouganda, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République centrafricaine, République dominicaine, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu et Yémen.

15. La figure ci-après et le tableau 3 présentent une répartition, par région, de l'assistance financière pour les déplacements des représentants de gouvernements à Genève, un aperçu des dépenses annuelles avec le montant autorisé et l'état des remboursements ainsi que le total des engagements au 31 décembre 2011; Seules 26 des 67 demandes ont été entièrement réglées, les autres ne l'étant pas encore du fait que les pays bénéficiaires n'ont pas remis les documents nécessaires.

Demandes d'assistance par région

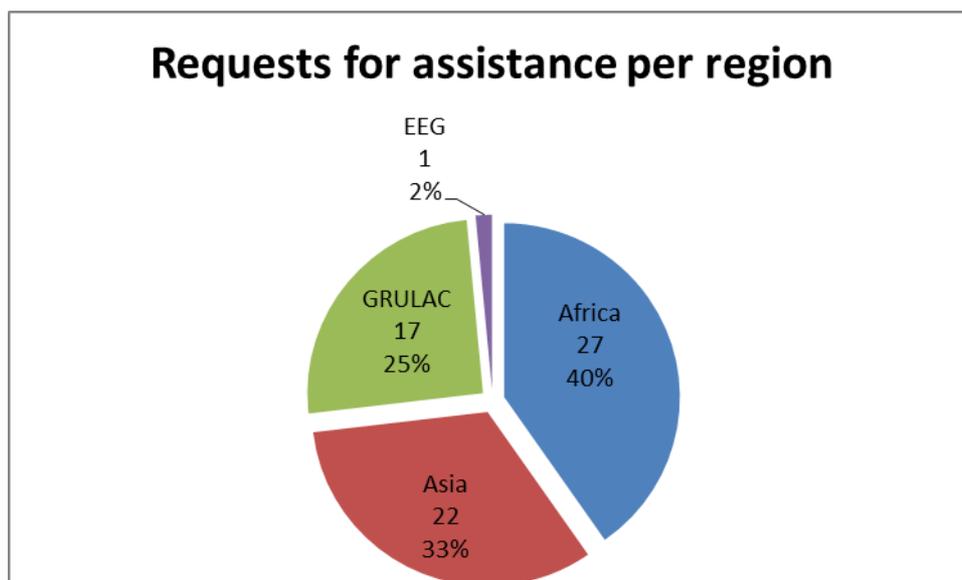


Tableau 3. Frais de déplacement des représentants de gouvernements aux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et à la plénière du Conseil des droits de l'homme

Année	Nombre de pays bénéficiaires	Montant autorisé/ demande en attente	Montant versé
		(En dollars des États-Unis)	(En dollars des États-Unis)
2008	6	13.280	16.885
2009	17	33.846	23.568
2010	23	46.365	39.942
2011	21	81.778	11.698
Total	67	175.269	92.093
Total global			267.362

16. A l'heure actuelle, tous les États élus au Conseil des droits de l'homme ont une mission permanente à Genève. C'est pourquoi il n'y a pas eu de demande d'assistance financière pour participer à une session en tant que rapporteur.

B. Activités de formation

17. Le HCDH a organisé, sur financement du Fonds, 23 briefings destinés à aider les pays à se préparer à l'Examen périodique universel (voir annexe). A ce jour, 106 pays ont participé à ces briefings, séminaires et ateliers. Les deux premières sessions du Groupe de

travail s'étant tenues peu après l'adoption de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, les pays ayant fait l'objet d'examen lors de ces sessions n'ont pas eu la possibilité de participer aux activités de formation avant leur examen. Néanmoins, beaucoup d'entre eux ont participé en tant que pays ressources à des séminaires et des séances d'information qui se sont déroulés plus tard.

18. Dans la majorité des cas, ces séances d'information étaient une initiative du secrétariat et ont réuni aussi bien les pays en développement que les pays développés; seule la participation des premiers a été prise en charge par le Fonds, sous forme de remboursement des frais de voyage et des IJS.

19. Quelques séances d'information ont été organisées à la demande de certains États, d'autres organismes des Nations Unies ou d'organisations intergouvernementales tels que l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le Secrétariat du Commonwealth et le Conseil de l'Europe. L'entité organisatrice a fourni une description détaillée du projet de programme de formation, des informations sur les dispositions concernant la formation, notamment le lieu, les moyens, la logistique, le nombre et les fonctions des stagiaires et un relevé détaillé du coût estimé. Le lieu des séances d'information a été arrêté en tenant compte de la proximité des participants visés et de la disponibilité des moyens.

20. Sur les 23 séances, 17 se sont tenues au niveau régional, les autres aux niveaux national, sous-régional et interrégional. Lors du premier cycle, quatre séances d'information nationales ont été organisées à la demande des pays concernés et, dans le cas de la Somalie, en réponse à la demande d'assistance du Conseil des droits de l'homme en vue de faciliter la participation de ce pays à l'Examen périodique universel.

21. Les réunions d'information se sont largement inspiré de l'expérience des États qui ont déjà fait l'objet d'un examen, ainsi que de l'expertise des bureaux régionaux du HCDH, du secrétariat et d'autres organisations intergouvernementales ou régionales. Ces réunions étaient le lieu d'échange d'informations et avaient pour objectif d'aider les États à organiser un large processus participatif de consultation nationale, à préparer un rapport national global et équilibré et à se familiariser avec le règlement intérieur du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et de la session plénière du Conseil des droits de l'homme.

22. La nécessité d'assurer un équilibre entre la participation d'un nombre important d'États, en vue de garantir un partage effectif d'informations et d'expérience, et le caractère opportun du briefing pour l'ensemble des participants, idéalement six à neuf mois avant l'examen, constituait peut être le principal obstacle à la tenue de réunions d'information régionales, dans la mesure où tous les pays n'ont pas fait l'objet d'examen à la même période, ni même durant la même année calendaire. Il était clair que les pays étaient à différents niveaux de préparation; certains d'entre eux n'avaient même pas constitué leurs équipes nationales alors que leur examen avait été programmé depuis deux ans ou plus. C'est principalement pour cette raison que le secrétariat a proposé de passer à un format interrégional et informer ensemble tous les pays programmés pour examen à la même session. Cette approche vise également à promouvoir l'échange d'informations et les bonnes pratiques entre les pays des différentes régions géographiques. Trois réunions d'information interrégionales de ce genre, destinées aux États programmés pour examen durant les trois premières sessions du deuxième cycle d'examens périodiques universels, ont été tenues à Madrid, Bangkok et Tunis, à la fin de l'année 2011.

V. Conclusions

23. **Tout au long du premier cycle d'examen périodique universel, le Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel a servi à financer la participation des États Membres, qui en font la demande, aux**

sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Une assistance a également été apportée aux États Membres qui n'ont pas de représentation à Genève, pour leur permettre de participer à l'adoption de leur document final lors de la plénière du Conseil des droits de l'homme. Le Fonds a également été utilisé pour organiser et financer la participation de fonctionnaires aux réunions d'information sur le terrain en préparation à l'Examen périodique universel.

24. Bien que les critères de financement de la participation d'États Membres en développement aux sessions des examens périodiques universels soient conformes à la pratique établie pour l'Assemblée générale, la procédure de remboursement à posteriori s'est avérée peu satisfaisante en ce sens que les États Membres bénéficiaires ont éprouvé des difficultés à présenter les documents nécessaires au règlement de leurs demandes de remboursement. Le secrétariat propose donc une révision du mandat du Fonds afin de permettre l'émission de billets avant la tenue des sessions. Dès que les modifications proposées auront été approuvées, une note plus détaillée comportant les modalités révisées sera communiquée à toutes les délégations.

25. Durant l'examen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme, des États Membres ont une nouvelle fois demandé que le Fonds soit renforcé et concrétisé pour encourager une plus forte participation des pays en développement, notamment les pays les moins développés. Ils ont également demandé qu'une attention particulière soit accordée aux petits États insulaires en développement (résolution 16/21, para. 14 du Conseil) En conséquence, le secrétariat propose que la révision du mandat du Fonds prévoie une assistance voyage plus importante pour les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement.

26. Concernant les séances d'information avant session organisées par le secrétariat, il est prévu de poursuivre la pratique lancée récemment consistant à organiser des réunions d'information interrégionales. En outre, il est proposé que les institutions nationales des droits de l'homme qui adhèrent aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) soient associées, de manière plus systématique, à ces réunions d'information.

Annexe

Aperçu global des dépenses pour les activités individuelles de formation (par année)

2011

<i>Activité</i>	<i>Date</i>	<i>Format</i>	<i>Lieu</i>	<i>Pays invités</i>	<i>Nombre de participants</i>
Réunion d'information pour la Somalie	15–17 février 2011	National	Djibouti, Djibouti	Somalie, Djibouti et Italie	25
Réunion d'information pour les pays ayant fait l'objet d'un examen lors des première, deuxième et troisième sessions de l'Examen périodique universel	6–7 septembre 2011	Interrégional	Bangkok (Thaïlande)	Bahreïn, Équateur, Indonésie, Japon, Pérou, Philippines, République de Corée, Serbie et Thaïlande	92
Réunion d'information pour les pays ayant fait l'objet d'un examen lors des première, deuxième et troisième sessions de l'Examen périodique universel	6–7 septembre 2011	Interrégional	Madrid (Espagne)	Argentine, Brésil, Espagne, Émirats Arabes Unis, Finlande, Guatemala, Pays-Bas, République Tchèque, Roumanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	36
Réunion d'information pour les pays ayant fait l'objet d'examen lors des première et deuxième sessions de l'Examen périodique universel (Organisé conjointement avec l'OIF)	31 octobre – 3 novembre 2011	Interrégional	Gammarth, Tunis (Tunisie)	Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Comores, France, Haïti, Luxembourg, Mali, Maroc, Pologne, République centrafricaine, Sénégal, Suisse, Togo, Tunisie et Ukraine	48

2010

<i>Activité</i>	<i>Date</i>	<i>Format</i>	<i>Lieu</i>	<i>Pays invités</i>	<i>Nombre de participants</i>
Réunion d'information pour les pays d'Asie du Sud-Est	10–11 mai 2010	Régional	Nay Pyi Taw (Myanmar)	Indonésie, Myanmar, République populaire démocratique lao, Thaïlande et Vietnam	44
Réunion d'information pour le Tadjikistan	25-26 mai 2010	Régional	Dushanbe (Tadjikistan)	Tadjikistan et Fédération de Russie	57
Réunion d'information pour les pays d'Afrique de l'Ouest	6–7 juillet 2010	Régional	Dakar (Sénégal)	Burkina Faso, Érythrée, Mauritanie, Liberia, Niger, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Léone, Togo, Sénégal et Suisse	73
Réunion d'information pour les pays d'Amérique latine	30–31 août 2010	Régional	Panama City (Panama)	Colombie, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Venezuela (République bolivarienne du)	21
Réunion d'information pour les pays européens	6–7 septembre 2010	Régional	Ljubljana (Slovénie)	Autriche, Belgique, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Lettonie, Lituanie, République de Moldova, Royaume-Uni et Slovénie	39
Réunion d'information pour les pays du Pacifique	9-10 septembre 2010	Régional	Suva (Fidji)	Fidji, Kiribati, Iles Marshall, Iles Salomon, Micronésie (États Fédérés de), Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Timor-Leste et Tuvalu	22
Réunion d'information pour les pays des Caraïbes	14-15 septembre 2010	Régional	St. George's (Grenade)	Antigua-et-Barbuda, Barbade, Jamaïque, Maurice, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sierra Léone, Singapour et Trinité-et-Tobago	31
Réunion d'information pour les pays d'Afrique australe	27-28 septembre 2010	Régional	Johannesbourg (Afrique du Sud)	Djibouti, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, République Unie de Tanzanie, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe	60

2009

<i>Activité</i>	<i>Date</i>	<i>Format</i>	<i>Lieu</i>	<i>Pays invités</i>	<i>Nombre de participants</i>
Réunion d'information pour la République dominicaine	19-20 février 2009	National	Saint Domingue (République dominicaine)	Guatemala, Pérou et République dominicaine	25
Réunion d'information pour les pays d'Amérique latine	26-27 février 2009	Régional	Panama City (Panama)	Bolivie (État plurinational de), Chili, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou, République dominicaine et Uruguay	33
Réunion d'information pour les pays d'Asie centrale	27-28 avril 2009	Régional	Bishkek (Kirghizistan)	Allemagne, Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie et Tadjikistan	32
Réunion d'information pour les pays francophones d'Afrique	20-21 mai 2009	Régional	Dakar (Sénégal)	Angola, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Madagascar, Mauritanie, République Démocratique du Congo et Sénégal	24
Réunion d'information pour les pays anglophones d'Afrique	23-24 juin 2009	Régional	Addis Abéba (Éthiopie)	Djibouti, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Malawi, Ghana et Royaume-Uni	23
Réunion d'information pour les pays arabes	6-7 juillet 2009	Régional	Beyrouth (Liban)	Allemagne, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne et Yémen	40
Réunion d'information pour la République démocratique du Congo	22-23 juillet 2009	National	Kinshasa (République démocratique du Congo)	République démocratique du Congo	44
Réunion d'information pour les pays européens	22-23 octobre 2009	Régional	Bruxelles (Belgique)	Albanie, Andorre, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Espagne, États Unis d'Amérique,	46

<i>Activité</i>	<i>Date</i>	<i>Format</i>	<i>Lieu</i>	<i>Pays invités</i>	<i>Nombre de participants</i>
				Italie, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et Turquie	
Réunion d'information pour les pays d'Asie du Sud-Est	16-17 novembre 2009	Régional	Bangkok (Thaïlande)	Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, Philippines, République populaire démocratique lao, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam	50

2008

<i>Activité</i>	<i>Date</i>	<i>Format</i>	<i>Lieu</i>	<i>Pays invités</i>	<i>Nombre de participants</i>
Réunion d'information pour les pays anglophones des Caraïbes	6-7 octobre 2008	Régional	Bridgetown (Barbade)	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Inde, Jamaïque, Guyana, Grenade, , Nouvelle Zélande, Royaume Uni, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Tonga, Trinité-et-Tobago et Zambie	47
Réunion d'information pour les pays asiatiques	20-21 novembre 2008	Régional	Bangkok (Thaïlande)	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Brunei-Darussalam, Cambodge, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Philippines, République populaire démocratique lao et Vietnam	24